

*Le budget—M<sup>me</sup> Finestone*

● (1700)

Le député a fait une deuxième erreur, si je peux utiliser ce terme, dans son exposé lorsqu'il a dit que tous les indicateurs économiques montraient que nous étions parmi les premiers. Il est vrai que l'économie du Canada s'est très bien comportée ces quelques dernières années. Le ministre des Finances (M. Wilson) a lui-même signalé dans son discours que nous étions dans la sixième année d'une période de reprise économique. Cela veut donc dire que la reprise économique a commencé avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel. Il y a cependant un indicateur dont le ministre n'a pas parlé dans son discours, soit le pourcentage du produit national brut consacré à la recherche et au développement, qu'on appelle parfois le rapport DIRD-PNB. Le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Oberle) est ici, à la Chambre. Il pourrait peut-être ajouter quelques mots sur ce sujet.

Le rapport DIRD-PNB, ou la dépense intérieure brute de recherche et de développement en pourcentage du PNB, a diminué au Canada depuis les dernières élections. Nous remontons vers l'objectif fixé par le gouvernement précédent, soit 1,5 p. 100 du produit national brut. Encore une fois, les chiffres publiés par Statistique Canada révèlent que, depuis les dernières élections, cet indicateur est tombé à environ 1,3 p. 100. Il atteignait presque 1,4 p. 100 avant ces élections. Je dis donc au député que ce sont là plusieurs points qu'il aimerait peut-être nuancer relativement aux déclarations qu'il a faites durant son exposé.

En terminant, j'aimerais ajouter que ce que nous voyons actuellement c'est une situation où, superficiellement, notre pays jouit d'une période de croissance économique. Je me pose de sérieuses questions sur le genre de pays que nous laisserons dans dix, quinze ou vingt ans à nos enfants et nos petits-enfants si nous ne prenons pas les mesures pour favoriser les investissements dans la recherche et le développement, ce qui est nécessaire pour que nous ayons une économie compétitive sur la scène internationale.

**M. Redway:** Monsieur le Président, je remercie le député de ses commentaires et de ses questions. Je dois dire que ma mère a vécu la Grande Dépression. Elle savait donc parfaitement bien ce qu'était une économie en ruines et elle a très bien réussi à me transmettre les impressions qu'a laissées l'économie des années 1930.

Le député a parlé du taux d'inflation et du chômage avant les élections de 1984. Il a expliqué comment le gouvernement précédent s'était occupé de l'inflation. Il a tout à fait raison lorsqu'il affirme que ce gouvernement-là s'est occupé de l'inflation. Il s'en est si bien occupé qu'il a fait augmenter les taux d'intérêt jusqu'à 20 p. 100 et plus. Il a acculé de nombreuses entreprises à la faillite. Il en a résulté un chômage massif. Nous ne sommes pas encore tout à fait remis de cette vague de chômage.

Le message que j'essaie de faire comprendre, c'est celui que m'a laissé ma mère. Je désire vous le faire comprendre à vous, monsieur le Président, et aux autres députés. Ces situations sont inacceptables. Il nous faut un gouvernement et un ministre des Finances qui savent gérer l'économie. S'il y a une chose que l'on peut dire des trois dernières années et demie, c'est que le ministre des Finances et le gouvernement ont très bien géré notre économie. Nous n'avons connu ni flambée d'inflation, ni

grave crise de l'emploi. Nous avons un taux d'inflation équilibré et stable. Nous avons de plus en plus d'emplois. C'est cela bien gérer l'économie.

Je crois comprendre, monsieur le Président, que mon temps de parole achève. J'aimerais m'étendre davantage sur l'autre aspect de la question du député. Si vous voulez m'accorder à nouveau la parole après le prochain orateur, je me ferai un plaisir de poursuivre.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je regrette, mais le temps accordé au député est écoulé. La période consacrée aux questions et commentaires est maintenant terminée. La parole est à la députée de Mount Royal (M<sup>me</sup> Finestone) pour la reprise du débat.

**Mme Sheila Finestone (Mount Royal):** Monsieur le Président, je me réjouis d'avoir la possibilité de prendre la parole aujourd'hui au sujet du budget que le ministre des Finances (M. Wilson) a déposé le 10 février. Je dois dire que si les Canadiens se demandent ce que ce budget va leur apporter en tant qu'individus et en tant que familles ils devront chercher longtemps. Il n'est pas surprenant que la seule mesure qui vienne immédiatement à l'esprit soit encore une autre augmentation des impôts imposée par le gouvernement. Je fais allusion cette fois-ci au 1 cent par litre d'essence destiné à nous faire déboursier 300 millions de dollars supplémentaires. Je suis certaine que cette augmentation ennuie la plupart des Canadiens tout comme moi lorsque nous allons remplir nos réservoirs. Malheureusement, on se rappellera de ce budget dans l'histoire comme du budget de l'inaction, bien que le fait que ce soit le dernier budget conservateur qui n'apporte rien soit quelque peu réconfortant. Quel que soit le nom qu'on lui donne, il ne reste pas moins vrai qu'en dépit des nombreux grands défis auxquels le Canada est confronté le ministre des Finances a pu, chose surprenante, déclarer sans hésitation le jour du budget que les initiatives et les programmes conservateurs étaient couronnés de succès et qu'il avait l'intention de continuer dans cette voie comme si ni lui ni ses collègues n'avaient besoin de faire quoi que ce soit. Malheureusement, c'est une mauvaise interprétation de ce qui se passe dans le vrai Canada. Les conservateurs semblent voir tout en rose. A mon avis, ils portent toute leur attention sur le centre du Canada. Ils ne voient pas les nombreux défis auxquels nous sommes confrontés en tant que pays. Le gouvernement ferait bien d'ouvrir sa fenêtre et de jeter un coup d'oeil sur ce qui se passe vraiment d'un bout à l'autre du pays.

Je lance ici aujourd'hui un défi au gouvernement. Je le défie de se renseigner et de prendre bonne note des nombreux besoins de notre pays au lieu de ne rien faire en pensant que tout va bien, comme il l'a démontré si clairement dans le budget, et en ne proposant aucun nouveau plan d'action pour aider ceux qui en ont besoin, notamment les familles à faible revenu qui n'ont pas de logements, les travailleurs déplacés, les alphabètes ou les personnes qui doivent être recyclées. Je ne sais pas où le gouvernement est allé et qui il a consulté pour pouvoir déclarer le jour du budget que tout ce qu'il fallait faire, c'est tenir bon.